

Resumé de la 134^{ème} Assemblée des Délégué·e·s de l'UNES du 9 Mars 2002 à Genève
Bericht über die 134. Delegiertenversammlung des VSS vom 9. März 2002 in Genf

Présences / Anwesende:

Sections / Mitgliedsverbände:

AGEF: Mike Aeberhard
Regina Bättig
Irene Böckmann
Agnes Noyer
Elena Obreschkow
Lucie Waser
Katarina Wulf (dès 10h45)

CUAE: Nicola Ambrosetti
Martin Boeckhoudt
Roxanne Carattero
Giangiorgio Gargantini
Annick Morard

FAE: Marco Bucher
Joël Burri
Noémie Graff
Pauline Grosset

SUB: Lea Brunner
Nils Heuberger
Franz-Dominik Imhof
Eveline Lehmann
Patrizia Mordini
Anne-Seline Moser
Jean Christophe Schwaab

Présidiums / Vorsitzende:

UNES: Daniela Casanova
Stephan Tschöpe
SoKo: Jean Christophe Schwaab
HoPoKo: Lea Brunner
COdEG: Irene Böckmann
Patrizia Mordini

Secrétariat / Sekretariat:

Thomas Frings
Theodor Schmid

CdC/GPK: Jean-Luc Falcone
Michael Schreiber

Traduction / Verdolmetschung:

Elisabeth Heller
Nina von Heydebrandt

Invité·e·s / Gäste:

Olivier Amrein (cuae)
Séverine André (cuae)
Frédéric Deshusses (cuae)
Lukas Geiger (sub)
Lionel Maitre (cuae)
Pawel Skarul (sub)
Marie-Eve Tejedor (cuae)

SOL und **VSU** haben sich entschuldigt / se sont excusées.

Skuba und **VSSAL** sind abwesend / sont absents. - **FEN:** cf. infra

Folgende Papiere lagen vor: – Les papiers suivants ont été distribués:

(erhältlich auf dem Sekretariat – disponibles au secrétariat)

- ✗ Arbeitspapier / Document de Travail CUAE: "Ziele und Mittel", 19 Punkte; d + f
- ✗ Einschreiben / Lettre recommandée FEN: "Réunion d'étudiants du 9 mars prochain"; f
- ✗ Zirkulationsbeschluss / Décision GPK/CdC: "Verfahren Nr. 1/02, FEN vs. VSS"; d
- ✗ Stellungnahme / Prise de Position AGEF "VSS quo vadis?"; d
- ✗ Stellungnahme / Prise de Position SOL: "VSS/UNES quo vadis?"; d + f
- ✗ Stellungnahme des Présidiums / Prise de position du présidium; d + f
- ✗ Diverse Veranstaltungs-Flyers / Papillorama

L'AD est ouverte à 10h20 par **Daniela**. Le secrétariat appelle à l'appel. **Le quorum** (24 délégué·e·s ou 16 délégué·e·s de 5 sections) **n'est pas atteint**, mais il est décidé de mener quand même une discussion productive.

Pauline (fae) demande à ce que l'Assemblée se prononce au sujet d'une interruption de l'AD à 14h00 pour se rendre à la manifestation des femmes. Il est décidé d'en décider après la pause de midi.

Giangiorgio und **Stephan** halten einführende Referate. Das Sekretariat hatte die Absicht, die DV auf Tonband aufzunehmen, musste aber relativ bald konstatieren, dass das dafür vorgesehene Gerät etwas altersschwach war, weshalb es begann, handschriftlich Notizen zu machen. Ob der Beginn der Debatte noch zu rekonstruieren ist, muss noch abgeklärt werden.

Eveline ergänzt zu den Zielen die Frage, wie der VSS mit weiteren Sektionen umgehen soll. Streben wir eine Gesamtvertretung an?

Stephan résume les développements politiques: VSS jusqu'à la fin des années 90 était orienté SP, aujourd'hui la SP est divisée. Le Bund a gagné plus de poids en politique de l'éducation (UFG), la libéralisation est aussi cantonale. Par conséquent, VSS doit changer sa politique: a) renforcer sa base, ouvrir, b) lobbying et travail de communication. Les deux voies sont institutionnelles et non-institutionnelles.

Franz-Dominik regrette que la CUAE n'ait pas été représentée à l'hopoko. Ces thèmes y ont été discutés.

Pauline souligne que nous avons besoin d'une formation politique avant de démontrer.

Jean Christophe rappelle à Franz-Dom que les commissions ne sont pas les organes de direction de VSS.

Martin souligne également que la légitimité de la DV est en jeu.

Patrizia confirme à Pauline: il ne s'agit pas seulement d'idéologies, mais aussi de connaissances.

Rappelle l'initiative de modification de la liste des points de la CUAE pour l'AD 01 – sur laquelle la discussion doit commencer.

Daniela supplie la CUAE d'être patiente avec les autres sections, car la majorité est maintenant une fois de plus difficile à franchir.

Elena s'oppose à Pat: les sections doivent s'informer elles-mêmes.

Giangio rappelle que la NFP a été dans les médias et que la CUAE a présenté un rapport à Kleiber.

J. C. réplique à Elena, car la décision de la DV a été prise par skuba et agf.

Theo défend la technique de travail de la CUAE – ce n'était pas un problème, car le thème NFP méritait d'être traité, si ce n'est volontairement.

Elena réplique à J. C. que les sections doivent changer de personnes d'année en année.

Patrizia veut présenter le thème comme un "élément" pour la question: où en sommes-nous?

Frédéric met l'accent sur le fait qu'il faut trouver d'autres moyens de lutte que la voie institutionnelle.

Pauline comprend ce point de vue mais pense qu'il faut rester réaliste et ne pas couper tout contact avec les institutions, mais plutôt essayer de créer un mouvement en organisant des manifestations, etc. La diabolisation des institutions serait contreproductive.

Lea se pose la question de ce qui est réalisable en politique réelle. D'autre part, il faut demander de mobiliser les sections absentes pour lutter toutes et tous ensemble. Une autre priorité est selon elle l'amélioration du flux d'information entre l'UNES et les sections ainsi qu'entre les sections elles-mêmes.

Daniela fait savoir que le présidium va essayer de jouer sur les deux tableaux institutionnel et non-institutionnel.

Puisqu'il est 11h45, il est décidé de faire une pause jusqu'à 12h10.

Elena pense qu'il vaut mieux discuter de généralités que de positions définies. L'AGEF est d'accord avec la majorité des points proposés par la CUAE; il faudrait ajouter l'aide aux sections par l'échange d'infos. D'autre part, elle souhaite que des débats internes aux sections n'aient plus lieu pendant les AD de l'UNES.

Stephan propose de faire un tour de table pour connaître l'avis de toutes les sections.

Frédéric propose deux niveaux de réflexion et d'action: social et politique comprenant la défense du service public, la volonté de faire des études supérieures, un débat politique public au lieu de le laisser sombrer dans le domaine administratif. Il faut donc parvenir à élargir le débat. D'autre part, il faut être conscient que le débat autour de la dette publique est destiné à couper court à tout débat politique.

Noémie propose de définir une ligne politique et de s'y tenir.

Eveline voit trois buts importants à côté de ceux de la CUAE que la SUB soutient: une bonne représentation au niveau national basée sur des positions démocratiques, le flux d'informations et l'élargissement de l'Union par "l'acquisition" de nouveaux membres.

Pour **Stephan** aussi, il est indispensable d'avoir une représentation des étudiant·e·s par des positions claires légitimées démocratiquement par la base débouchant sur une ligne claire.

Martin aimerait savoir quelles positions de la CUAE ont été discutées dans les autres sections.

Giangio demande à ce que l'AD mène de vrais débats politiques au lieu de servir uniquement à donner son accord.

Noémie pense qu'il faut structurer la discussion pour mettre en évidence les différences.

Patrizia pense qu'il ne faut pas seulement déterminer si on est d'accord ou pas avec les positions de l'UNES mais aussi voir ce que les sections font pour réaliser les décisions prises.

Agnes précise que le problème avec une ligne politique claire est que toutes les sections ne peuvent pas forcément être mises d'accord et que cela peut être contreproductif.

Stephan affirme que l'unanimité n'est pas un but en soi puisque les sections sont indépendantes de l'UNES. ce qui est important sont les apports des sections à l'Union.

Frédéric propose de mesurer la distance entre l'idéal et le faisable, puis faire le choix de soit renoncer à la participation, soit renoncer à l'idéal.

La discussion se focalise sur le point 9 des buts de la CUAE (pour **Annick**, ce point signifie la radicalisation du mouvement voulue par la CUAE) et notamment les moyens qu'a l'UNES pour mettre en oeuvre ce point.

Daniela findet das Ziel 9 innovativ, spannend, und regt "ins Blaue hinaus" die Forderung nach einer "Steuersenkungsbremse" an.

J. C. erinnert daran, dass Steuersenkungen populär sind. Zur Erhaltung des service public sind Demos ok, aber die Leute dazu zu bringen, Steuern zu lieben, dürfte schwierig sein.

Pauline betont, dass die Hauptziele bei den Studierenden und der Bildung liegen müssen. Die CUAE zeigt Fragen im Zusammenhang, kommt aber auf Abwege. Wir sind nicht eine politische Partei, die sich um alles kümmert.

Lea findet, dass die VSS-Politik gut läuft. Daher können wir auch Weiteres ins Auge fassen, müssen aber einen roten Faden behalten.

J. C. zur Steuerfrage: MWSt-Prozente treffen alle; Bildung muss aus direkten Steuern finanziert werden.

Thomas zur Medienarbeit: Die weniger direkt bildungspolitischen Stellungnahmen des VSS finden mehr Echo, Bsp. Armeereform.

Stephan fragt sich, ob wir Wurzelbehandlungen oder Symptombekämpfung wollen. Kampf gegen Ökonomisierung heisst Überwinden des Kapitalismus, Kampf für Gleichstellung heisst Überwinden des liberalen Wohlfahrtsstaats zugunsten z. B. skandinavischer Modelle. Bei solcher Öffnung der Themen ist BiPo = Gesellschaftspolitik. Dazu brauchen wir aber eine breite Basis, in den Kommissionen, ev. in neuen Strukturen. Als Mittel: mehrere Strategien, alle wahrnehmen, spezifisch auf Ziele hin.

Pauline findet es wichtig, dass an den DVs immer auch Zeit vorgesehen ist für eilige Sachen.

Martin zur Schuldenfrage: Wir arbeiten zusammen mit nicht-institutionellen Organisationen, sollten aber selber Vorschläge machen und als erste losschlagen.

Lea will eine Konzentration darauf, wo wir sind, mit den Ressourcen, die wir haben.

Frédéric betont, dass Studis eine intellektuelle Verantwortung in Sachen Weltsicht haben. Wir müssen Inhalte, nicht nur das System anschauen.

Pat wendet sich an die "Neulinge": Was meint ihr?

Franz-Dom findet Frédéric's Attüde "jungdynamisch". Der VSS kann nicht die Welt revolutionieren. Wieviel Mittel dafür aufwenden? Zeitfrage an DVs bei breiten Themen. Besser hingehen und bspw. Profs kritisieren, direkt.

Eveline ist erstmals an einer VSS-DV. Für sie sind drei Dinge wichtig: a) Möglichkeit zu Austausch, b) Studienpolitik ist auch Sozialpolitik, c) Medienpräsenz

J. C. erinnert an das Bologna-Interview im "Bund" – Medienpräsenz nicht à tout prix.

Elena bevorzugt "institutionalisierte" Politik. "Nicht-institutionalisierte" ist personen-intensiver.

Theo erkundigt sich nach Mittags-Pause. Zu Frédéric: Wir ändern das System, damit mehr und neues Denken möglich wird. Zu diesem Zweck sprechen wir u. a. mit Kleiber.

Daniela sammelt Punkte für die Mittel-Diskussion am Nachmittag.

Nach der Mittags-Pause äussern sich zur Frage Teilnahme Frauendemo Annick, Marie-Eve, Pauline, Patrizia und Katarina. Man denkt, dass man an der Schlusskundgebung teilnehmen könnte, nachdem man allmählich eine Ahnung von der Route hat.

Stephan eröffnet die Diskussion der Mittel, Erster Punkt: Institutionell (I) vs. Nicht-institutionell (NI).

Marie-Eve resumiert den Vorschlag der CUAE. Die Einigkeit über die Ziele ist unmöglich. Der VSS sollte eine Organisation sein, die klar links positioniert ist.

Elena ist gegenüber NI kritisch. Das ist nicht prioritär.

Martin findet es unglaublich, mitzubestimmen bei schlechten Machtverhältnissen. Man dient als Alibi. Stattdessen müssen wir Besetzungen veranstalten mit aggressiver Medienpräsenz.

Eveline spricht für den SUB-Vorstand: Für I, für Mitsprache.

J. C. moniert die VSS-Einladung an Nichtsektionen zum CRUS-Meeting vom 13.2. – Der VSS muss Haupt-Ansprechspartner sein.

Daniela erinnert daran, dass Osterwalder die Nichtsektionen ohnehin eingeladen hätte. Die Einladung durch uns unterstrich den Umstand, dass das Meeting auf VSS-Initiative hin stattgefunden hat. Übrigens ebenso, wie das Statement der Rektorate GE/UniL/NE. In der Pipeline ist ein Vorschlag für kleine AG's CRUS-Assis-VSS, da wären "wir" dann in der Mehrheit.

Franz-Dom erweitert Evelines Statement: NI ausbauen, aber I bleiben. Miteinander sprechen.

Séverine beklagt, dass die Studierenden keinerlei Einfluss haben, das sehe man in Genf. Die Konsultation dient dort nur als Alibi.

Stephan erinnert daran, dass der Antrag CRUS-Boycott an der November-DV klar abgelehnt worden ist (gegen seine Stimme...), hingegen das Comité einen OECD-Boycott beschlossen hat. Wo bleibt da die Kohärenz? – Wichtig ist, sich nicht instrumentalisieren zu lassen, Unabhängigkeit und demokratische Struktur zu bewahren.

Pöline ist der Ansicht, dass die I-Vertreterinnen kein Verhandlungsmandat hätten gemäss VSS-Statuten, was allenfalls zu ändern wäre (April-DV). Daher kann man mit dem "Alibi" spielen, sich nicht "konsultieren" zu lassen im Sinne von Verhandlungen, sondern bloss zuzuhören und anschliessend Rücksprache zu halten.

Giangiorgio akzentuiert die CUAE-Position: I ist nutzlos und kontraproduktiv. Der VSS muss linkspolitisch werden und in Bezug auf Mobilisierung seine Haltung ändern.

Lea räumt ein, dass das Treffen mit der CRUS etwas pitoyabel gewesen sei. OECD und CRUS seien aber zwei verschiedene Angelegenheiten.

Stephan widerspricht dem: Eine OECD-Studie habe den Ausschlag fürs UFG gegeben. OECD ist ein wichtiger Player in der Hochschulpolitik.

Martin beklagt, dass der VSS seine Humanressourcen für Hochschulpolitik und Papierproduktion verschwende. Die Militanten wollen aber Resultate sehen.

Daniela korrigiert Pauline dahingehend, dass die VSS-VertreterInnen sehr wohl verhandeln könnten, nämlich auf der Grundlage ihrer Wahl durch die DV und im Rahmen der verabschiedeten VSS-Positionen.

J. C. fragt sich, weshalb wir VSETH und die Studentenschaft der UniSG überhaupt treffen sollen. Der VSS vertritt 70'000 von 90'000 Studierenden und ist dabei links!

Pauline repliziert Daniela, dass das Bologna-Nein auch heisst, dass Bologna nicht verhandelt wird und wiederholt ihre Vision einer institutionellen Teilnahme als blosser Zuhörerinnen.

Franz-Dom findet Aktivismus ok, der muss aber via Sektionen gehen.

Frédéric propose une radicalisation des sections pour radicaliser l'Union et renforcer le rapport de force. Dans les moyens non-institutionnels, il situe notamment un travail éditorial, cours publics etc. pour faire connaître une autre vision de la formation tertiaire que celle des institutions.

Daniela propose d'organiser des actions coup-de-poing à la manière de Greenpeace

Theo donne à penser que la volonté de manifester n'est pas présente dans la base grâce au bon travail de l'UNES ;-) et que le travail institutionnel est devenu plus important et porte des fruits.

Patrizia rappelle que le travail institutionnel sous forme de consultation s'est avéré efficace pour la COdEG dans le cadre du programme fédéral d'égalité des chances. Il ne faut pas perdre ce moyen.

Daniela propose de former un groupe de travail "actions médiatiquement efficaces"

Thomas demande qui voudrait participer à ce groupe de travail ce à quoi **Séverine** répond que la formation d'un groupe (institutionnel) de travail (non institutionnel) est un non-sens.

Thomas dit qu'effectivement, présenté comme ça, c'est idiot, mais ce qui importait dans la proposition de création d'un GT était le fait qu'il faut pouvoir compter sur un certain nombre de personnes engagées pour mettre au point des actions. Le bureau à lui tout seul n'y parviendra pas.

Jean Christophe pense que le présidium est responsable de l'organisation de telles actions, qu'il ne faut pas créer de GT pour ça.

Lucie rappelle qu'avant d'organiser quelque chose, il faut améliorer le travail interne et notamment la réaction à des interpellations.
Il est décidé de faire une pause de 15h35 à 15h50.

Roxanne fait part du constat de la CUAE qu'il n'y a pas de réelle volonté de changement et proposera par conséquent à son AG (du 20 mars prochain) de se retirer de l'UNES.

Thomas pense pouvoir comprendre la décision du comité de la CUAE vue sa position éternellement minoritaire au sein de l'UNES mais est sûr qu'une parcellisation supplémentaire de la représentation estudiantine (à côté du projet d'Union nationale émanant du VSETH) se fera au détriment de la défense des intérêts des étudiant·e·s.

Noémie propose la rédaction d'un rapport majoritaire et d'un rapport minoritaire de cette AD pour la discuter de façon formelle à l'AD ordinaire, avant le point "Statuts".

Agnes pense qu'il est enfantin de la part de la CUAE de menacer de retrait.

Franz-Dominik est d'accord avec Agnes. D'ailleurs, il est d'accord avec le bilan mitigé que fait la CUAE des activités de l'UNES, mais un retrait ne fera pas changer les choses.

Patrizia est choquée.

Frédéric dit qu'il ne s'agit nullement d'un chantage mais de la suite logique d'une réflexion de longue haleine de la CUAE dont l'AD fait partie.

Daniela demande la chance pour l'UNES de défendre sa position si vraiment la CUAE veut proposer à son AG de se retirer.

J. C. wiederholt, dass der VSS mega-links sei. Siehe die Perspektiven-Papiere, die jede Menge Übereinstimmungen mit dem CUAE-Papier haben. Ohne CUAE wird es in Luzern aber schwierig, diese Perspektiven durchzubringen. Empfiehlt der CUAE deshalb, zuzuwarten.

Eveline versteht die CUAE – bei diesem Stand der Diskussion – nicht. Wo liegt das Problem? Verschiedene Meinungen haben Platz.

Marco findet den CUAE-Entscheid uncool. Aber bitte: seid frei, euch zu desengagieren, das ist eure Wahl. Andererseits würden eine bis drei eurer Ideen sicher durchkommen.

Annick weist darauf hin, dass der VSS immer unter Zeitverlust leidet, weil die Sektionen zuwenig flexibel sind.

Marco erkundigt sich nach den Plänen der CUAE, worauf **Frédéric** den 4. April in Bern nennt. [Erläuterung des Sekretariats: SUK-Sitzung. Ob und wie der VSS dort präsent sein wird, ist noch Gegenstand von Verhandlungen und strategischen Überlegungen. Eine Einladung an den VSS ist von Kleiber in Aussicht gestellt worden.]

Es folgen diverse Erklärungen seitens **CUAE**, die aber nichts Neues vorbringen, worauf **Daniela** mit den Traktanden weiterfahren will, weil diese Diskussionen den VSS stärken werden.

Lea fand Mittel und Informationspolitik des VSS bisher ok. Sie ist nach Genf gekommen wegen der CUAE, um deren Anregungen zu diskutieren.

Nach einem weiteren engagierten Statement von **J. C.** räumt **Franz-Dom** ein, dass die SUB zur Einladung wenig Vorschläge gemacht habe, und fragt, ob die CUAE ihre Vorschläge weiter diskutiert haben wolle, worauf **Annick** antwortet, dass sie den VSS nicht unterbrechen wolle, jedoch wohl nicht mehr einen grossen Beitrag zur Debatte leisten werde.

Man macht eine viertelstündige Pause.

Daniela wünscht Feedback zur Arbeitsweise des VSS.

J. C. findet, dass man die Effizienz als politische Gewerkschaft verbessern könne.

Insbesondere gibt es im VSS heute zuwenig Vertrauen und Freiheit für das Präsidium. Das Präsidium muss gestärkt werden! Die Idee eines politischen Jahresprogramms ist gut – er wünscht einen Bericht über diese DV.

Lea remet le forum internet sur le tapis comme moyen d'augmenter et d'améliorer la communication et le flux d'infos.

Lucie complimente l'effort du news-letter et propose que les sections en fassent aussi parvenir à l'UNES.

Elena propose de développer la collaboration entre les sections à côté de l'UNES.

Pauline mentionne le fait qu'on peut aussi téléphoner à l'UNES pour poser des questions concrètes et visiter les sites des sections pour s'informer.

Präsis und **Sekis** improvisieren ein Fazit der getrennten RednerInnenlisten: Bei 15 Frauen und 19 Männern (ohne GPK + Dolmetscherinnen) haben die Frauen absolut knapp mehr als 50% der Wortergreifungen zu verzeichnen, womit ein relativ gesehen relativ starkes Übergewicht der Frauen zu verzeichnen ist. Zudem sind in etlichen Fällen sich später gemeldet habende Frauen zur Wortergreifung vorgezogen worden, während die Männer von dieser Möglichkeit weniger Gebrauch gemacht haben.